



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles
d'Île-de-France**

**ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE
EN MATIERE DE SECURITE INCENDIE
POUR LES MONUMENTS HISTORIQUES
AFFECTES A LA DRAC ÎLE-DE-FRANCE**

Basilique de Saint-Denis et ses dépendances à Saint-Denis (93)
Cathédrale Saint-Etienne et ses dépendances à Meaux et des (77)
Couvent des Cordelières à Provins (77)
Cathédrale Saint-Louis à Versailles (78)
Cathédrale Notre-Dame de Paris (75)

ACCORD-CADRE DE SERVICES A BONS DE COMMANDE

Marché Public à Procédure formalisée
passé conformément aux articles
articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5
du Code de la commande Publique

Règlement de la consultation

Date limite de remise des offres :
Le mardi 6 mai 2025 à 15h00

Table des matières

ARTICLE 1. Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 Objet.....	3
1.2 Mode de passation	3
1.3 Type et forme de contrat	3
1.4 Décomposition de la consultation en lots.....	3
1.5 Nomenclature.....	4
1.6 Réalisation de prestations similaires.....	4
ARTICLE 2. Conditions de la consultation	4
2.1 Délai de validité des offres	4
2.2 Forme juridique du groupement	4
2.3 Variantes	4
ARTICLE 3. Intervenants	4
3.1 Maîtrise d'ouvrage	4
3.2 Les responsables uniques de sécurité	5
3.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs	5
ARTICLE 4. Conditions relatives au contrat.....	5
4.1 Durée du contrat ou délai d'exécution	5
4.2 Modalités essentielles de financement et de paiement	5
ARTICLE 5. Contenu du dossier de consultation.....	6
ARTICLE 6. Présentation des candidatures et des offres	6
6.1 Documents à produire	6
6.1.1 Pièces de la candidature.....	6
6.1.2 Pièces de l'offre	7
6.2 Visites sur le site	8
6.3 Questions et renseignements complémentaires	9
ARTICLE 7. Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	9
ARTICLE 8. Examen des candidatures et des offres	10
8.1 Sélection des candidatures	10
8.2 Attribution de l'accord-cadre	10
8.3 Classement provisoire des offres.....	11
8.4 Égalité professionnelle et lutte contre les discriminations	11
ARTICLE 9. Procédures de recours	11

ARTICLE 1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 OBJET

La présente consultation concerne l'assistance à maîtrise d'ouvrage en matière de sécurité incendie pour les monuments historiques affectés à la Drac Île-de-France.

Lieux d'exécution :

- **Basilique Saint-Denis**
1, rue de la Légion d'Honneur
93200 SAINT-DENIS

- **Couvent des Cordelières**
15, rue André-François Poncet
77 160 PROVINS

Cathédrale Saint-Etienne
Rue Saint-Etienne
77100 MEAUX

- **Cathédrale Saint-Louis de Versailles**
4, Place Saint-Louis
78000 VERSAILLES

Cathédrale Notre-Dame de Paris
6, parvis Notre-Dame
75004 PARIS

D'autres sites en Île-de-France peuvent devenir lieu d'exécution des prestations. Ils seront précisés au moment de la survenance des besoins.

1.2 MODE DE PASSATION

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Cette procédure est soumise aux dispositions des articles L2124-1, L2124-2, R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 TYPE ET FORME DE CONTRAT

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire, reconductible, conclu en application des dispositions de R-2162-1 à R 2162-14 du code de la commande publique. L'accord-cadre comporte le type de prestations suivantes :

Des prestations à prix unitaires dont les prix sont fixés à partir du bordereau de prix unitaire .

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de lancer une consultation spécifique pour les opérations particulières.

1.4 DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION EN LOTS

Sans objet.

1.5 NOMENCLATURE

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description	Code suppl. 1	Code suppl. 2
71317100	Services de conseil en protection et contrôle en matière d'incendie et d'explosion		

1.6 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire de l'accord-cadre, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau contrat pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent de l'accord-cadre.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire de l'accord-cadre est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 VARIANTES

Aucune variante n'est autorisée.

ARTICLE 3. INTERVENANTS

3.1 MAITRISE D'OUVRAGE

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

Direction régionale des Affaires culturelles d'Île-de-France

Conservation régionale des monuments historiques

47 rue Le Peletier

75009 Paris

Contact : Blandine Déchanet-Gut

3.2 LES RESPONSABLES UNIQUES DE SECURITE

- La Basilique de Saint-Denis, à Saint-Denis (93) :

L'Architecte des Bâtiments de France, conservatrice du monument, Fabienne Chavannes (UDAP 93)

Contact : **François-Xavier Créteaux**, ingénieur des services culturels et du patrimoine

francois-xavier.creteaux@culture.gouv.fr

La cathédrale Saint-Etienne à Meaux (77)

L'Architecte des Bâtiments de France, conservateur du monument, Samuel Sourice (UDAP 77)

Contact : **Antoine Jean**, ingénieur des services culturels et du patrimoine

Antoine.jean@culture.gouv.fr

- Le Couvent des Cordelières à Provins (77) :

L'Architecte des Bâtiments de France, conservateur du monument, Jean-Louis Auger (UDAP 77)

Contact : **Antoine Jean**, ingénieur des services culturels et du patrimoine

Antoine.jean@culture.gouv.fr

- La cathédrale Saint-Louis à Versailles (78) :

L'Architecte des Bâtiments de France, conservateur du monument, Bénédicte Lorenzetto (UDAP 78)

Contact : Alison Ly-Passieux,

alison.ly-passieux@culture.gouv.fr

La cathédrale Notre-Dame de Paris (75)

L'Architecte des Bâtiments de France, conservatrice du monument, Aliva Tourny (UDAP75)

A noter que la conservatrice de la cathédrale Notre-Dame de Paris n'est pas responsable unique de sécurité.

3.3 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

La sécurité et la protection de la santé fera l'objet d'un plan de prévention établi au démarrage de l'accord-cadre conjointement avec la maîtrise d'ouvrage et les responsables uniques de sécurité

ARTICLE 4. CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

4.1 DUREE DU CONTRAT OU DELAI D'EXECUTION

La durée de l'accord-cadre débute à la notification de l'accord-cadre. L'accord-cadre est conclu pour une période d'un an, reconductible trois fois un an.

4.2 MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures.

ARTICLE 5. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) et son annexe, le questionnaire « égalité et diversité professionnelles » pour information,
- L'acte d'engagement (AE) de l'accord-cadre et son annexe le bordereau de prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Un détail quantitatif estimatif (DQE)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 6. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 DOCUMENTS A PRODUIRE

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées ci-après.

6.1.1 Pièces de la candidature

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui

- Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

- Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des prestations similaires exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution)	Non
Indication des moyens matériels dont dispose le candidat, en lien avec la nature de l'accord-cadre (véhicules, locaux, équipements, outillages, etc.)	Non
<p>Copie des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique. Au regard de l'intérêt patrimonial des monuments historiques concernés par l'accord-cadre et de la complexité des interventions envisagées, il est demandé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les missions de coordinateur SSI : les attestations de certifications CSSI délivrées par le CNPP Cert ou équivalent, • Pour les autres missions : les attestations de formation AP2 ou PRV2 <p>(une copie des diplômes est attendue pour la validation du niveau minimum).</p> <p>Le cas échéant, les attestations de formation de recyclage sont à fournir</p>	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires **DC1 (lettre de candidature)** et **DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME). Les candidats peuvent aussi utiliser le formulaires **DC4 (déclaration de sous-traitance)** disponible gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

6.1.2 Pièces de l'offre

Libellés	Nécessité de signer le document
L'acte d'engagement de l'accord-cadre (AE) et son annexe, le bordereau de prix unitaires (BPU)	Oui
<p>Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) complété par le candidat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Article 2.2 – Sous-traitance, montant des prestations sous-traitées • Article 3.3 – Référents du titulaire 	Oui

<ul style="list-style-type: none"> Article 5.3 Rémunération de la cession des droits de propriété industrielle et intellectuelle 	
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)	Oui
<p>Le mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat incluant ;</p> <ul style="list-style-type: none"> Les qualifications des membres de l'équipe dédiés à l'exécution du contrat (la présentation des diplômes et des qualifications sont attendus) L'organisation de l'équipe, Le temps-homme estimé par intervention. 	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 VISITES SUR LE SITE

Une visite sur le site préalable à la remise de l'offre est obligatoire.

Les visites sont ouvertes exclusivement sur inscription via l'outil de messagerie de la plateforme des achats de l'Etat (Place) <https://www.marches-publics.gouv.fr> au moins deux (2) jours avant la date de visite, soit le 9 avril 2025, à 16h00 au plus tard.

Les dates et heures de visites sont les suivantes :

- **Basilique Saint-Denis**
 - Mardi 22 avril 2025, à 14h00
 - Jeudi 24 avril 2025, à 10h00
- **Cathédrale Saint-Louis**
 - Vendredi 11 avril 2025, à 10h00
 - Mercredi 16 avril 2025, à 14h00
- **Cathédrale Saint-Etienne**
 - Vendredi 18 avril 2025 à 14h00
 - Mardi 22 avril 2025, à 10h00

Les lieux des RDV sont situés :

- **Basilique Saint-Denis** 1, rue de la Légion d'Honneur 93200 SAINT-DENIS
- **Couvent des Cordelières : pas de visite prévue**
- **Cathédrale Saint-Louis** 4, Place Saint-Louis 78000 VERSAILLES
- **Cathédrale Saint-Etienne**, rue Saint-Etienne 77100 MEAUX
- **Cathédrale Notre-Dame de Paris : pas de visite prévue**

D'autres visites pourront être programmées tant que de besoin. La tenue de ces visites supplémentaires est laissée à la libre appréciation de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

6.3 QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant téléchargé le dossier après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

ARTICLE 7. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

La transmission des documents **se fait exclusivement par voie électronique** sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

DRAC Ile-de-France,
Conservation régionale des monuments historiques
Bureau de la conduite des opérations
47 rue Le Peletier
75009 Paris

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Acrobat, Office, OpenOffice, Libre-code marché Office.

La signature électronique des documents et celle de l'accord-cadre par l'attributaire ne sont pas exigées dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours, le cas échéant, à la signature électronique sont à la charge des candidats.

ARTICLE 8. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1 SELECTION DES CANDIDATURES

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à 4 et R.2152-1 à 7 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Pour cet accord-cadre, les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères et sous-critères	Pondération
1-Prix des prestations (Détail quantitatif estimatif)	40.00 %
2-Valeur technique <ul style="list-style-type: none">- La qualité de l'équipe dédiée à l'accord-cadre : CV, qualifications (25%)- La méthodologie et organisation (25%)	50.00%
3 - Critère environnemental : description des mesures mise en œuvre par le candidat pour répondre aux enjeux environnementaux et réduire l'empreinte carbone de son activité liée au présent accord-cadre. Ces mesures portent sur les actions visant à améliorer la performance en matière de protection de l'environnement du candidat en termes d'équipements techniques mis en œuvre pour l'exécution des prestations (utilisation de véhicules propres par exemple) et de gestion des déchets produits lors de l'exécution des prestations (utilisation de filières de recyclage, gestion du tri).	10.00%

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée, en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 CLASSEMENT PROVISOIRE DES OFFRES

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

8.4 EGALITE PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Le ministère de la Culture, dont la DRAC Île-de-France est service déconcentré, est détenteur depuis 2017 des labels « Egalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR.

Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- Un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le ministère s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le ministère de la Culture souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé à l'attributaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère.

Ce questionnaire n'est exigé que du seul attributaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché. La liste des questions qui lui seront posées est jointe pour information en annexe 1 du présent règlement.

L'attributaire transmet obligatoirement le récépissé numérique délivré par l'application au représentant du pouvoir adjudicateur avant toute notification du marché. Les informations renseignées dans ce questionnaire n'ont aucune incidence sur l'analyse des candidatures ni sur l'évaluation et la sélection des offres reçues.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le futur titulaire s'engage à actualiser le questionnaire si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande.

ARTICLE 9. PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.